

« Nathalie Kosciusko-Morizet : "Je ne veux pas entrer dans une logique de marchandage" »

Après la remise au Premier ministre, mardi 3 janvier, du rapport de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'écologie, répond aux questions du "Monde". "En tant que ministre chargée de la sûreté nucléaire, je me tiens la plus éloignée possible des considérations idéologiques et économiques", explique-t-elle.

L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a rendu son rapport. Que va faire le gouvernement ?

Le gouvernement demande la mise en œuvre intégrale, et dans le cadre du calendrier fixé par l'ASN, de ses prescriptions. La sûreté nucléaire doit se tenir absolument à distance de toute idéologie, de tout débat partisan, de tout acte de foi. Certains jugent que des centrales doivent être fermées, d'autres estiment au contraire qu'il ne faut toucher à rien. En tant que ministre chargée de la sûreté nucléaire, je refuse toute position idéologique sur cette question.

Les préconisations de l'ASN coûteraient des milliards d'euros. Est-ce bien raisonnable en période de crise ?

Si l'on pense qu'une mesure peut augmenter la sûreté, il faut la prendre, quel qu'en soit le coût. En matière de sûreté nucléaire, il n'y a pas de balance coût/bénéfice. Le risque est infime, mais si la catastrophe survient, les conséquences en sont incalculables. Les chiffres peuvent apparaître considérables, mais ils sont à mettre en regard avec l'importance du secteur, une activité extrêmement capitalistique, au chiffre d'affaires considérable. Je ne veux pas entrer dans une logique de marchandage.

Le gouvernement ne fermera donc aucun réacteur ?

Nous considérons qu'il n'y a pas lieu de demander la fermeture immédiate d'un réacteur. C'est ce que dit l'ASN. Encore une fois, le souci du gouvernement est que les prescriptions de l'ASN, toutes ses prescriptions, soient mises en œuvre dans le calendrier qui sera fixé aux exploitants. Si tel est le cas, nous pourrions nous considérer satisfaits.

Un exploitant, lui, peut estimer qu'il y a des prescriptions auxquelles il lui est impossible de se conformer et choisir de fermer une installation. C'est sa responsabilité. Il peut le faire pour des raisons économiques, mais aussi techniques. Par exemple, à l'issue de la visite décennale du réacteur 1 de Fessenheim, l'ASN a fait plusieurs prescriptions, dont un renforcement du socle [radier] qui exige un béton particulier et qu'EDF pourrait avoir du mal à mettre en place.

Des voix discordantes se sont élevées, au sein de la majorité, sur l'opportunité de fermer ou non la centrale de Fessenheim. Le débat est-il clos ?

Des politiques se sont exprimés, qui voulaient absolument garder la centrale de Fessenheim en fonctionnement, pour des questions d'emploi. D'autres, qui voulaient absolument la fermer. Je ne mets pas en cause ces différents points de vue, qui tiennent compte de préoccupations différentes. Ce que je redis, c'est qu'en tant que ministre chargée de la sûreté nucléaire je me tiens la plus éloignée possible des considérations idéologiques et économiques.

Toutes les leçons de l'accident de Fukushima ont-elles été tirées ?

Ce qui s'est passé à Fukushima est la dévastation totale d'un site du fait d'un aléa imprévu. Il nous faut penser l'impossible, envisager "l'effet de domino" du fait de la concentration sur un site d'un nombre important de réacteurs. Il faut aussi prendre en compte la dimension humaine. Ce que disent les experts à propos de la catastrophe de Fukushima, c'est que certains développements auraient pu être évités s'il y avait eu de meilleures réactions des équipes. Celles-ci doivent se connaître, avoir l'habitude de travailler ensemble. Nous prendrons ainsi très rapidement des décisions pour encadrer la surveillance des sous-traitants concernant certaines missions critiques relevant de la sûreté.

Les investissements nécessaires au renforcement de la sûreté ne seraient-ils pas mieux employés dans les énergies renouvelables ?

Ce débat sera totalement documenté et pourra enfin se tenir sur des bases complètes une fois que la Cour des comptes aura rendu public son rapport sur l'ensemble des coûts de la filière nucléaire. Cette évaluation indépendante est réalisée à la demande du président de la République sur la proposition du Fonds mondial pour la nature (WWF).

J'ajoute que je trouve un peu insuffisant de simplement comparer les coûts du kilowattheure des différentes filières. Cela n'épuise pas le sujet. Il faut aussi regarder les possibilités de développement industriel et de création d'emplois de chacune d'elles. C'est ce que nous avons fait avec le photovoltaïque : nous avons atteint les objectifs de puissance installée, mais pas les objectifs de création d'emplois ni de structuration d'une filière industrielle. Nous avons modifié les aides publiques pour les orienter vers des appels d'offres très technologiques, en soutien aux filières françaises. Il faut que les soutiens financiers versés par les Français, sur leur facture EDF, servent à créer de l'emploi en France et pas en Chine.

Propos recueillis par Pierre Le Hir et Vanessa Schneider